

Tribune

La France doit être fière de son économie de services !

Nous sommes des chefs d'entreprise engagés dans ce qu'on appelle le Service : service aux entreprises, aux personnes, aux collectivités... Nos missions sont familières à tous nos concitoyens : les soigner, les protéger, les transporter, les former, les nourrir, les divertir, les loger, les informer, les assurer, leur donner accès à l'énergie, les aider à communiquer, à se financer, à gérer et développer leur entreprise. Ce sont les marchés d'avenir.

Et pourtant nous n'avons jamais autant ressenti une telle incompréhension à l'égard de nos activités. Les déclarations récentes du Ministre de l'Economie viennent de nous permettre d'en prendre pleinement la mesure. En spécifiant que la France « ne fait pas le choix d'être une économie de services », le ministre ne tient compte ni de l'apport des services à notre société, ni de la force qu'ils représentent déjà pour notre économie. De surcroît, la société de services n'est aujourd'hui pas celle qu'il semble imaginer en la comparant au Royaume Uni des années 80. Non, la France d'aujourd'hui n'est pas le Royaume Uni de Madame Thatcher. Oui, les services sont une chance pour notre pays !

Nous affirmons que les services sont l'expression d'une société nouvelle fondée sur le sens et l'usage plus que sur la propriété, sur l'hyperpersonnalisation et l'instantanéité de consommation bien davantage que sur la production de masse.

Les services sont au cœur de tous les marchés de croissance qui émergent en réponse aux principaux enjeux sociétaux que sont la transition écologique, la transition numérique ou encore le vieillissement de la population. Ils répondent aux attentes de chacun d'entre nous en termes de qualité de vie, de sens et de cohésion sociale. Ils sont devenus un relais de développement pour nos territoires. Dans une économie mondialisée, ils sont également un levier de croissance incontournable dans les échanges internationaux de notre pays. Nous désapprouvons les thèses nous faisant apparaître comme le signe de la fin d'un monde qui ne laisserait derrière lui que des territoires en friches et une société de la précarité.

La France est déjà une grande économie de services : créant 46% de la valeur ajoutée de notre pays et 80% de l'emploi, nos entreprises sont au cœur même de la création de richesses. Notre pays peut s'enorgueillir de disposer de plusieurs grands noms de cette économie mondiale dans de très nombreux secteurs. Les services jouent aussi un rôle central dans la création de valeur ajoutée pour tous les secteurs économiques. Les exemples sont chaque jour plus nombreux d'entreprises qui, par le service et l'innovation, accroissent leur performance.

Les services contribuent ainsi à l'ambition industrielle française. Et ce phénomène est mondial !

Les services sont aussi la solution du retour au plein emploi. Pour atteindre cet objectif en 2025, l'économie française devra créer 1,3 millions d'emplois. Si la dynamique de création d'emplois des services marchands se maintenait au niveau des 6 dernières années, nos entreprises pourraient en générer entre 900 000 et 1,1 millions à cette échéance. Nos secteurs régleraient ainsi à eux seuls l'essentiel de la question. Peut-on réellement se passer d'une telle contribution aujourd'hui, alors que nous voulons en finir avec le chômage de masse et l'exclusion ? Nos entreprises, ne l'oublions pas, sont le premier lieu d'intégration économique et sociale.

Qu'on ne se méprenne pas, nous ne souhaitons pas une économie du "tout service", pas plus que nous ne voulons opposer les services à l'industrie, bien au contraire. Le destin des services et celui des autres grands secteurs est intimement lié et d'égale importance pour l'avenir de notre pays.

Nous ne pouvons que regretter que nos gouvernants ne veuillent pas saisir la chance que nous représentons.

La 2ème édition des Assises des Services organisée par le Groupement des Professions de Services aura lieu à l'Assemblée Nationale le 24 octobre prochain sur le thème « Services : La France à l'heure des choix ».

Signataires :

- **Maxime Aiach**, président de la Fédération du Service aux Particuliers et président de Domia Group
- **Antoine Barreau**, président du Syndicat de la Restauration Thématique et Commerciale (SNRTC)
- **Charles Battista**, président de la FIGEC - les entreprises de la gestion du risque client
- **Sébastien Bazin**, président directeur général d'Accor
- **Sophie Bellon**, présidente du conseil d'administration du groupe Sodexo
- **Pierre Courbebaisse**, président de la Fédération de la Formation Professionnelle (FFP)
- **François Crépin**, président du Syndicat des Professionnels de l'Action Commerciale Terrain (SORAP)
- **Mercedes Erra**, présidente exécutive d'Havas Worldwide
- **Jean Yves Fontaine**, directeur général d'Elior France
- **Olivier Grunberg**, président de l'Union Nationale des Services Publics Industriels et Commerciaux (UNSPIC)
- **Laurent Habib**, président de l'Association des Agences - Conseils en Communication (AACC)
- **Roland Héguay**, président de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (UMIH)
- **Eric Hémar**, président de l'Union des Entreprises de Transport et de Logistique de France (TLF)
- **Philippe Jouanny**, président de la Fédération des Entreprises de Propreté (FEP)
- **Gilles Lafon**, président de Prism'Emploi – professionnels du recrutement et de l'interim
- **Emilie de Lombarès**, présidente du directoire du groupe Onet
- **Pascal Roger**, président de la Fédération des Services Energie Environnement (FEDENE)
- **Alain Roumilhac**, président de ManpowerGroup France
- **Olivier Roux**, président de l'Union Française des Métiers de l'Événement (UNIMEV)
- **Patrick Thélot**, président fondateur du groupe Sofinord
- **Christian Nibourel**, président du Groupement des Professions de Services